

L'activité politique reprend sur des braises encore chaudes

Les dossiers chauds ne manquent pas. Au fédéral comme dans les régions.

La trêve hivernale est bel et bien terminée et le monde politique belge va faire sa rentrée à tous les niveaux de pouvoir. Aucun état de grâce n'est attendu. Les armes déposées avant les fêtes sont toujours à portée de main et on n'attend aucune accalmie dans l'immédiat.

C'est évidemment vers le gouvernement fédéral que les yeux se tournent à nouveau. Si les partenaires sociaux sont parvenus à reprendre le chemin de la table des négociations avant les réveillons, que le citoyen ne se leurre pas! Les accords engrangés étaient presque annoncés et ce sont surtout les prochaines discussions qui amèneront le danger. Les syndicats évalueront rapidement si les braises de la révolte sont encore chaudes et s'il convient de les réactiver.

Pensions et saut d'index

L'équipe Michel devra ainsi s'atteler à mettre en place les réformes annoncées. Avec sans doute la nécessité de communiquer au mieux sur les tenants et aboutissants de chaque chantier. On devrait, et c'est indispensable, en savoir plus, concrètement, sur la réforme des pensions et sur le saut d'index. Les deux mesures créant un certain clivage sociétal depuis le mois d'octobre de cette défunte année. Et il y a encore les décisions du passé qui vont prendre leurs effets. Les exclusions du chômage vont-elles noyer les CPAS? Les communes sont-elles encore gouvernables? Quid des zones

de secours? 2015 devra apporter des réponses.

Réforme fiscale

On devrait y voir plus clair aussi, dans les mois qui viennent, sur cette fiscalité à laquelle chacun veut toucher mais que, pour l'heure, tous évitent soigneusement de trop aborder. Au fédéral, les six mois qui viennent seront sans doute décisifs pour l'équipe gouvernementale. L'opposition emmenée par un PS survoltée lors de la mise sur pied de cet exécutif inédit s'est un peu calmée avant les fêtes. Et puis, il y a toujours ces ministres N-VA que l'on hésite encore à qualifier d'incontrôlés, d'incontrôlables ou de simplement maladroits. L'hiver n'est pas fini. Que le printemps paraît loin...

Au niveau wallon, PS et CDH continuent à espérer que les syndicats les oublient un peu pour se concentrer sur le fédéral. Les dossiers du logement et de l'énergie seront deux chantiers majeurs pour lesquels le gouvernement devra trancher avant l'été. Tout comme les transferts des compétences émanant de la sixième réforme de l'Etat qui devra enfin prendre un peu de relief.

Le fédéral devrait d'ailleurs rencontrer les entités fédérées lors du comité de concertation qui doit normalement se tenir le 8 jan-

vier. Magnette annonçait il y a quelques semaines que la liste des dossiers grossissait de jour en jour. Et si, côté wallon, on promet depuis la mise sur pied du gouvernement

fédéral, un respect de la logique fédérale, la tenue du premier comité de concertation devra être suivie de rencontre régulière, au risque d'en faire au pire une coquille vide, au mieux un lieu de guérilla permanente.

Plus symboliquement, les groupes PS et CDH déposent dès cette semaine une proposition de décret spécial visant à introduire la consultation populaire en Wallonie. A décret spécial, majorité spéciale. Et c'est sans doute là que le bât blesse puisque c'est avec un nouveau texte que les députés de la majorité arrivent en ce début du mois de janvier, en ayant mis de côté, un texte négocié sous la précédente législature par quatre partis (PS-CDH-MR et Ecolo). La belle idée restera-t-elle lettre morte?

Stade et musée

Et puis il y a toujours ce plan Marshall. C'est pour le printemps que l'équipe Magnette annonce la finalisation des mesures concrètes qui devront et c'est une obligation de crédibilité, créer de l'emploi en Wallonie.

En région bruxelloise, enfin, deux gros dossiers devraient avancer dans les mois qui viennent. Il s'agit tout d'abord de l'épineuse question de la construction du stade national et la

mise sur pied du consortium chargé de mener à bien ce projet. L'autre point important est d'ordre culturel puisqu'il faudra régler la question polémique d'un musée d'Art moderne auquel tient l'exécutif bruxellois et qui a quelque peu, et c'est un euphémisme, été torpillé, ré-

cemment par le fédéral. Sinon, en 2015, il n'y aura aucune élection. Normalement...

S.Ta.

**Cette fiscalité
à laquelle chacun
veut toucher
mais que,
pour l'heure,
tous évitent
soigneusement
de trop aborder.**